

Rapport relatif à l'article 29 de la Loi Energie Climat

Exercice 2023

1. Sommaire

1. Sommaire.....	1
2. Cadre réglementaire	1
3. Démarche générale de IRIS Finance sur la prise en compte des critères ESG	2
4. Liste des produits financiers classés article 8 et 9 en vertu du règlement SFDR	3
5. Déclaration de non prise en compte des principales incidences négatives en matière de durabilité	4

2. Cadre réglementaire

En tant que Société de Gestion de Portefeuilles, IRIS Finance (« la Société ») est tenue de satisfaire aux exigences des réglementations applicables en termes de respect des critères environnementaux, sociaux et de qualité de la gouvernance (ESG).

Le présent rapport « Loi Energie Climat » est établi dans le cadre de l'article 29 de la loi dite « énergie climat », dont l'objectif est de coordonner la réglementation française avec les règlements européens (UE) 2016/2341 (dit « SFDR ») et (UE) 2020-852, dit « Taxonomie ». Elle modifie les articles L. 533-22-1 et D. 533-16-1 du Code monétaire et financier.

Ce rapport est transmis à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) ainsi qu'à l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

La Société exerce 3 activités :

- La gestion de portefeuille pour compte de tiers (mandats de gestion)
- La gestion de contrats d'assurance vie par délégation
- La gestion de fonds

L'encours total est inférieur à 500 mio EUR à fin 2023. Seul le présent rapport au niveau de la Société de Gestion est ainsi établi. La Société est exonérée de rapport au niveau de chaque fonds.

IRIS Finance publie en complément un rapport sur la prise en compte des principales incidences négatives (Principal Adverse Impacts) des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité, au titre de l'article 4 du règlement délégué (UE) 2022/1288 qui complète le règlement SFDR. Ces informations sont mentionnées dans la section 5 « Déclaration de non prise en compte des principales incidences négatives en matière de durabilité » du présent rapport.

3. Démarche générale de IRIS Finance sur la prise en compte des critères ESG

A. Résumé de la démarche

IRIS Finance s'est fixée des objectifs réalistes et proportionnés à ses activités, son organisation et ses moyens. La stratégie de gestion est essentiellement liée à la performance financière mesurée, le cas échéant, par comparaison à un indicateur de référence.

La Société est consciente des enjeux liés à l'ESG, qui sont pris en compte par l'équipe de Gestion au travers des critères suivants dans le cadre de leurs décisions d'investissement dans une société :

- séparation et indépendance des organes sociaux ;
- qualité et compétence du management ;
- pratique de rémunération des dirigeants ;
- exclusion de certains secteurs d'activité

S'agissant des secteurs d'activité, la Société tente de limiter voire d'exclure les investissements dans des émetteurs qui exercent dans les secteurs d'activités suivants :

- le charbon : extraction, production, commercialisation ;
- la production et/ou au commerce des armes et des munitions ;
- toute activité qui pourrait porter atteinte aux droits de l'homme ;
- la production de tabac ;
- toute activité qui serait liée ou favoriserait la pornographie ;

Actions entreprises en 2023 :

La Société a renforcé la politique d'exclusion sur trois piliers par la limitation ou l'exclusion des investissements :

- dans des sociétés dont la principale activité réside dans l'exploitation du charbon. La Société applique les critères de la « Coal exit List » établie par l'ONG Urgewald, qui cible les entreprises actives sur la chaîne de valeur du charbon thermique. Les entreprises sont exclues si leurs activités dans le charbon excèdent 10% de leur production totale, 10% de leur chiffre d'affaires ou dans le cas où leur production annuelle excède 10 millions de tonnes.
- dans des sociétés qui ne respectent pas les droits fondamentaux. Pour identifier les sociétés concernées, la Société prend en compte :
 - o La liste établie par la Norges Bank, qui gère le fonds de l'Etat norvégien. Elle exclut des sociétés qui violent les droits fondamentaux (armes, matériel militaire notamment)
 - o Les principes du pacte mondial des Nations Unies (« United Nations Global Compact principles ») qui comprennent : les droits de l'homme, travail, environnement, corruption. Une liste de sociétés qui contreviennent à ces principes en est déduite, qui est appliquée à l'ensemble des activités de la Société.
 - o En complément de ces listes, la Société veille à limiter au maximum ses investissements dans des sociétés qui produisent des armes controversées comme les mines anti-personnel et les bombes à sous-munitions au regard des conventions adoptées à Oslo et à Ottawa, ratifiées par

la France. Compte tenu du contexte international, du fait que la majeure partie des acteurs de la défense cotés soient des sociétés américaines dont le pays n'a pas ratifié les conventions d'Oslo et d'Ottawa, et que les groupes de défenses soient des conglomérats dont il est difficile d'avoir la répartition exacte des revenus, la Société s'autorise à des investissements dans le secteur de la défense dans une limite de 10% des encours gérés.

- La notation extra-financière

La Société a défini une notation ESG sur les émetteurs actions. Une note est attribuée à titre consultatif, qui ne rentre pas en compte dans le processus de prise de décision d'investissement.

Démarche d'amélioration prévue en 2024 : la formation des collaborateurs

La Société va renforcer les connaissances des collaborateurs dans sa démarche de prise en compte des critères extra-financiers dans sa politique d'investissement. Une formation interne sera dispensée par une Société du groupe IRIS Finance International SA, maison-mère de IRIS Finance, d'ici la fin de l'année.

La formation sera dispensée envers la Direction Générale, l'équipe de gestion, le Contrôleur des Risques ainsi que le Responsable de la Conformité et du Contrôle Interne.

B. Contenu, fréquence et moyens utilisés pour informer les clients sur les critères relatifs aux objectifs ESG pris en compte dans la politique et la stratégie d'investissement

Tout client ou tiers est informé des choix de la Société en termes de prise en compte des critères ESG via la politique ESG publiée sur le site internet. S'agissant de la gestion collective, les informations sont portées à la connaissance des porteurs de parts dans le prospectus des fonds. S'agissant de la gestion sous mandat, à l'entrée en relation, les clients renseignent le questionnaire d'entrée en relation qui comprend les questions liées à leurs préférences en termes d'investissement durables.

C. Liste des produits financiers mentionnés en vertu de l'article 8 et de l'article 9 du règlement SFDR

Au 31/12/2023, la Société ne gère aucun produit financier classé article 8 ou article 9 au sens du règlement SFDR. Les deux FCP IRIS Avenir et IRIS Europe sont classés article 6, qui concerne les produits financiers qui ne font pas la promotion des caractéristiques environnementales et/ou sociales et qui n'ont pas un objectif d'investissement durable.

D. Adhésion de IRIS Finance à une charte ou une initiative sur la prise en compte de critères ESG

IRIS Finance est adhérente à l'Association Française de la Gestion financière (AFG). A ce titre, la Société s'informe sur les évolutions réglementaires avec une attention particulière aux pratiques de place en matière d'éthique, de prise en compte des sujets environnementaux, sociaux, sociétaux et de gouvernance.

4. Liste des produits financiers classés article 8 et 9 en vertu du règlement SFDR

La Société gère deux Fonds communs de Placement (FCP) de droit français et une Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV) de droit luxembourgeois, classés « article 6 » au sens du règlement SFDR.

La Société ne gère pas de fonds classés article 8 ou 9.

5. Déclaration de non prise en compte des principales incidences négatives en matière de durabilité

IRIS Finance ne prend pas en compte les principales incidences négatives (PAI) dans ses décisions d'investissement. Comme le mentionne l'article 4 du règlement SFDR, la Société n'est pas tenue de les prendre en compte tenu de sa taille (< 500 salariés). La Société maintient une veille sur les évolutions du cadre réglementaire ainsi que sur les offres proposées par les fournisseurs de données et étudiera l'opportunité de prendre en compte les principales incidences négatives dans ces décisions d'investissement.